



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 31 mai 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Conjoncture : Le PMI manufacturier en mai s'infléchit de 0,1 point par rapport à avril tout en reflétant le maintien d'une expansion régulière de l'économie chinoise

Démographie : la possibilité pour un couple d'avoir trois enfants devrait se révéler insuffisante pour stimuler durablement le taux de fécondité

Banque et finance [\(ici\)](#)

SOE : China Reform Holdings créera une série de fonds pour la réforme des SOEs

Marché des changes : de nouvelles mesures macro-prudentielles ont été introduites pour freiner l'appréciation du RMB, avec effet au 15 juin

Marché boursier : la CSRC a approuvé les premières options sur matières premières libellées en RMB accessibles aux investisseurs étrangers

Marché boursier : les premiers fonds de placement immobilier REITs initiés en avril 2020 ont été sursouscrits lors de leurs débuts le 31 mai

Assurance : Swiss Re a cédé le reliquat de sa participation dans New China Life

Fintech : Ant Group a obtenu une licence de crédit à la consommation

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine - US : la Maison Blanche amende et allonge la liste des entreprises chinoises interdites d'investissements américains

Relations Chine - US : le vice-Premier ministre Liu He s'est entretenu avec la secrétaire au Trésor Janet Yellen

Relations Chine - US - Chine : un rapport du Congrès américain accuse le département du Commerce de n'avoir pu empêcher le transfert de technologies sensibles vers l'armée chinoise

Relations Chine - US - Chine : les Etats-Unis bloquent les importations de fruits de mer d'une entreprise chinoise accusée de travail forcé

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : Huawei annonce le lancement de Harmony OS

Santé : l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) autorise le vaccin de Sinovac pour des injections « en urgence »

Télécommunications : en Italie, Vodafone serait autorisé à utiliser des équipements 5G de Huawei, sous conditions

Innovation : devant les deux Académies scientifiques, Xi Jinping appelle à mobiliser les ressources nationales au bénéfice de l'innovation pour répondre aux défis du « grand jeu stratégique international »

Economie numérique : le gouvernement encadre et restreint le développement des plateformes éducatives (edtech)

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Développement durable : le ministère de l'écologie et de l'environnement recadre les autorités locales qui pensaient pouvoir continuer à augmenter librement leurs émissions carbone avant le pic programmé avant 2030

Energie et biodiversité : la deuxième plus grande centrale hydroélectrique de Chine sera opérationnelle d'ici juillet, la biodiversité locale toujours en question

Aviation civile : interdiction graduelle de l'utilisation de produits en plastique à usage unique dans les aéroports et les vols passagers

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Delta du Yangtsé : réunion à Pékin sur l'intégration du delta du Yangtsé

Shanghai : signature d'un accord-cadre de coopération entre la municipalité de Shanghai et le ministère de l'Écologie et de l'Environnement

Wuhan : la Vallée optique investit dans l'intelligence artificielle et l'industrie du logiciel et des services informatiques.

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Exportations : ralentissement de la croissance des exportations en avril malgré une hausse de 24,1% en g.a.

Ventes de détail : en hausse de 12,1% en avril, elles atteignent 72% de leur niveau de 2019

Bourse : JD logistique se liste à la bourse de Hong Kong et lève 3,1 Mds USD

Emission obligataire : le programme d'émission obligataire « inflation linked bonds » de Hong Kong suscite l'intérêt des investisseurs

Gestion de la crise épidémique et acteurs économiques : exemption de quarantaine pour certains cadres dirigeants vaccinés et mobilisation des entreprises dans la campagne en faveur de la vaccination

Macao

Chiffres de la croissance au 1^{er} trimestre : le PIB macanais se contracte de 0,9% au T1-2021 mais une reprise se dessine depuis avril

Taiwan [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : deux groupes taiwanais, TSMC et MediaTek, dans le Top 10 mondial au T1 2021.

Accès au marché : une réduction du tarif douanier sur le Champagne à l'agenda du Yuan législatif

OMC : Taiwan devient co-sponsor de l'initiative « Covid-19 et au-delà : Commerce et Santé ».

COVID-19 : le CDC commande des vaccins aux taiwanais Medigen et United Biomedical.

TSMC : premier accord finalisé avec le Japon en vue de la création d'un centre de R&D.

Commerce de détail : le gouvernement adopte un plan d'aide face à la hausse subite des cas de Covid-19.

Chine continentale

Conjoncture

Conjoncture : Le PMI manufacturier en mai s'infléchit de 0,1 point par rapport à avril tout en reflétant le maintien d'une expansion régulière de l'économie chinoise

Selon les données publiées le 31 mai par le Bureau national des statistiques (BNS) chinois, l'indice des directeurs d'achats (PMI) de l'industrie manufacturière chinoise s'est inscrit à 51% en mai, soit une légère baisse de 0,1 point par rapport au mois précédent. Malgré la poursuite de la tendance à la baisse en mai, le rythme de déclin du PMI manufacturier s'est considérablement ralenti. L'indicateur d'activité des entreprises non manufacturières de mai, qui a atteint le 2ème plus haut niveau de l'année et l'indicateur composite se sont établis respectivement à 55,2% et 54,2%, en hausse de 0,3 et 0,4 points par rapport au mois précédent. D'après M. ZHAO Qinghe, statisticien principal du BNS, l'économie chinoise dans son ensemble continue de maintenir un rythme d'expansion régulière. Le rebond du PMI non manufacturier reflète essentiellement la dynamique de l'industrie de la construction ainsi que la hausse de l'indice de l'emploi dans cette industrie, ce qui laisse augurer de la relative vigueur à court terme des investissements dans l'immobilier et en infrastructures. Par ailleurs, les indices d'activité des secteurs de la vente au détail, de la restauration et du divertissement ont tous affiché une tendance continue à la hausse. L'indice d'activité du secteur de l'hébergement et de l'hôtellerie est resté supérieur à 60%. Les indices des nouvelles commandes aux secteurs susmentionnés ont augmenté de manière significative par rapport au mois précédent. Au vu de ces indicateurs, la dynamique de croissance régulière de la consommation s'est renforcée, la reprise économique diffusant de l'industrie manufacturière au secteur des services. L'indice des prix des intrants en mai a augmenté de 2,8 points par rapport au mois précédent pour atteindre 57,7%, établissant ainsi un nouveau record de l'année, ce qui signifie que la pression exercée par l'augmentation trop rapide des prix de matières premières en amont a commencé à se propager aux industries en aval. Il convient néanmoins de noter que le PMI des petites entreprises a baissé de 2 points à 48,8% en mai, revenant ainsi dans la fourchette de contraction après deux mois consécutifs d'expansion. Certains facteurs tels que la hausse récente des coûts de production, les fluctuations de la demande extérieure ainsi que l'appréciation du RMB auraient produit ainsi des effets récessifs sur les petites entreprises, auxquelles de nouvelles mesures de soutien devraient être accordées.

Pour mémoire, d'importantes mesures ont été prises en particulier dans le courant du mois de mai par les autorités chinoises pour stabiliser les prix des matières premières : la réunion exécutive du Conseil des affaires d'Etat tenue les 12 et 19 mai a appelé à une meilleure régulation du marché afin de freiner les augmentations déraisonnables des prix et de prévenir la transmission de cette hausse aux prix à la consommation. La NDRC, le MIIT, la SASAC, la SAMR (State Administration for Market Regulation) et la CBIRC ont procédé le 23 mai à des enquêtes conjointes auprès des principales associations industrielles d'entreprises minières (fer, acier, cuivre et aluminium). Le 25 mai, la NDRC a enjoint les entreprises à mieux répondre aux fluctuations des prix de matières premières telles que le minerai de fer, le cuivre et le maïs. La SAMR a déclaré le 1er juin qu'elle diligenterait des enquêtes sur les comportements spéculatifs, en ce qui concerne les prix des matières premières.

Démographie : la possibilité pour un couple d'avoir trois enfants devrait se révéler insuffisante pour stimuler durablement le taux de fécondité

Après la levée de la politique de l'enfant unique en 2015, les autorités chinoises viennent d'annoncer qu'elles autoriseraient les couples chinois à avoir trois enfants. Dans un contexte où le taux de fécondité, de 1,3 selon le dernier recensement démographique, converge désormais vers celui de pays asiatiques s'inscrivant à un stade

plus avancé du développement (Corée du Sud, Japon, etc.), le dispositif devrait toutefois se révéler insuffisant pour inverser la tendance à la diminution de ce taux, toutes choses égales par ailleurs. En effet, le recul du taux de fécondité est certes la conséquence de la politique de l'enfant unique mais résulte également de choix de société et des coûts croissants (notamment immobiliers), alors que la remise en cause de la politique de l'enfant unique ne s'est pas vue accompagnée par des mesures financières (notamment allocations familiales croissant en fonction du nombre d'enfants) et/ou des dispositifs d'accompagnement.

La structure démographique actuelle de la Chine, marquée par le poids de la population âgée de plus de 65 ans (13,5% de la population totale) et par la perspective d'un renforcement de l'importance relative de cette dernière au cours des dix prochaines années, renforce l'acuité du problème. En 2020, la Chine avait enregistré un nombre de naissances de 12 millions, contre 17,9 millions en 2016 et 14,65 millions en 2019. Ainsi, malgré le terme mis en 2015 à la politique de l'enfant unique, le nombre de naissances a eu tendance à diminuer, augurant du peu de succès qu'aurait la licéité donnée aux couples de donner naissance à un troisième enfant. La mesure, dont la mise en application n'a pas été précisée, a été accueillie avec réserve par des démographes chinois, qui soulignent notamment les évolutions de société et le coût des logements comme autant de forces profondes guidant les choix familiaux et le nombre limité d'enfants.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

SOE : China Reform Holdings créera une série de fonds pour la réforme des SOEs

Le géant de l'investissement coiffé par l'Etat - China Reform Holdings Corp. Ltd., prévoit de mettre en place une série de fonds qui investiront dans des entreprises d'Etat (SOE) pour aider à conduire la réforme des SOE. Le plan prévoit que les fonds s'élèvent à 70 Mds RMB (11 Mds USD) au total, la première tranche susceptible d'être allouée en constituant la moitié, soit 35 Mds RMB (5,5 Mds USD), qui seront déployés dans six villes dont Shanghai, Shenzhen, Shenyang, Hangzhou, Xi'an et Qingdao, sans donner plus de détails sur les utilisations spécifiques. China Reform contribuera à hauteur de 10 Mds RMB au maximum à la création d'un fonds global, qui s'associera ensuite avec les gouvernements locaux et d'autres entités pour établir des sous-fonds.

Créée par le Conseil des affaires d'Etat en 2010, China Reform dispose d'un capital social de 15,5 Mds RMB (2,4 Mds USD). Actuellement, China Reform gère des fonds pour une valeur totale de plus de 800 Mds RMB (125,6 Mds USD). L'année dernière, son bénéfice net s'est accru de 58% à 16 Mds RMB (2,5 Mds USD). Ce n'est pas la première fois que China Reform met en place des fonds alloués à la réforme des SOE. En 2019, China Reform et ses partenaires ont créé un fonds (60 Mds RMB) pour investir dans un groupe de SOE.

Marché des changes : de nouvelles mesures macro-prudentielles ont été introduites pour freiner l'appréciation du RMB, avec effet au 15 juin

Si la PBoC avait semblé dans un premier temps valider l'appréciation du RMB, de quelque 6% depuis le début de l'année face au dollar, dans la mesure où celle-ci contribue à réduire l'inflation importée et l'incidence défavorable de la hausse des prix des matières premières sur les marges des entreprises industrielles, l'accélération de cette hausse à la fin de la semaine dernière l'a conduite à recourir à des mesures macro-prudentielles visant à renchérir le coût de positions longues dans la devise chinoise. En effet, dans un contexte où les interventions verbales de hauts responsables de la PBoC visant à freiner l'appréciation du RMB n'ont guère eu les effets escomptés, à savoir décourager les positions unidirectionnelles pariant sur la poursuite de la hausse de la devise chinoise, la PBoC s'est finalement résolue à relever de 5 à 7% les réserves à constituer sur les dépôts en devises, mesure effective à partir du 15 juin 2021.

L'augmentation des dépôts en devises à constituer auprès de la PBoC, de quelque 20 Mds USD, a pour objet de faire réfléchir les spéculateurs sur le risque couru quant aux positions prises, dans la mesure où le RMB s'est déjà apprécié de 3% depuis la fin mars et où les espérances de gain ne seront réalisées effectivement que si le RMB continue de se raffermir de plus de 2%.

Pour autant, si la mesure est de nature à freiner l'appréciation du RMB, comme l'indiquent par ailleurs les fixings successifs de la PBoC (6,37 lundi 31 mai, 6,36 mardi 1er juin et 6,41 vendredi 4 juin), les facteurs à l'œuvre, comme notamment le différentiel de rendement entre CGBs et bons du Trésor américains, qui alimentent les entrées de capitaux, demeurent d'actualité.

Marché boursier : la CSRC a approuvé les premières options sur matières premières libellées en RMB accessibles aux investisseurs étrangers

Le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a approuvé la négociation d'options sur le pétrole brut sur le Shanghai International Energy Exchange (INE) et les options sur l'huile de palme sur le Dalian Commodity

Exchange (DCE). Les deux produits seront accessibles aux investisseurs étrangers, les options sur l'huile de palme devraient commencer à être négociées le 18 juin et les options sur le pétrole brut suivront le 21 juin. L'accès à la négociation de ces produits aux investisseurs étrangers répond à leurs besoins de gestion des risques, comme l'a indiqué la CSRC. Les investisseurs étrangers sur les marchés financiers de la Chine continentale se plaignent depuis longtemps d'un accès insuffisant aux instruments de couverture et aux dérivés qui leur permettraient de gérer leurs risques sur actions, obligations et matières premières.

Un dérivé est un contrat dont la valeur réplique les fluctuations d'un actif sous-jacent, comme les actions, les obligations, les matières premières agricoles et industrielles, les devises, les taux d'intérêt et leurs indices correspondants. Les dérivés courants comprennent les contrats à terme, les options et les swaps. Alors qu'un contrat à terme donne à un investisseur l'obligation d'acheter ou de vendre l'actif sous-jacent à un prix prédéterminé à un moment prédéterminé, un contrat d'options donne à un investisseur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre le produit sous-jacent défini dans le contrat. Le premier contrat à terme chinois sur pétrole brut libellé en yuan accessible aux investisseurs étrangers a été négocié sur l'INE en mars 2018. Il s'agissait du premier produit à terme sur matières premières en Chine ouvert aux investisseurs étrangers. La demande d'options sur le pétrole brut a été alimentée par les fluctuations spectaculaires des prix mondiaux du pétrole l'an dernier. Les contrats à terme sur l'huile de palme ont fait leur entrée sur le DCE en 2007, avant d'être accessibles aux opérateurs étrangers en décembre dernier.

Marché boursier : les premiers fonds de placement immobilier REITs initiés en avril 2020 ont été sursouscrits lors de leurs débuts le 31 mai

Les neuf nouveaux fonds de placement immobilier (real estate investment trusts, REITs) couvrant des projets d'autoroutes, des installations d'élimination des déchets et des parcs industriels, devraient lever un total d'environ 30,3 Mds RMB (4,8 Mds USD), mais ont tous été sursouscrits lors de leurs débuts le 31 mai. Cinq des neuf REITs seront négociés à la bourse de Shanghai, tandis que les quatre autres seront négociés à la bourse de Shenzhen. Ces produits financiers ouvrent davantage de canaux de financement pour les collectivités locales endettées tout en permettant aux investisseurs particuliers de participer au boom des infrastructures du pays.

Les REITs sont un produit d'investissement collectif dans lequel les personnes peuvent acheter des actions dans une société qui possède, exploite ou finance un portefeuille d'immeubles productifs de revenus tels que des immeubles de bureaux, des maisons et des centres de distribution. Ces actifs devraient générer des flux de revenus stables et des rendements viables pour les investisseurs. Les REITs sont restés des stratégies d'investissement marginales en Chine, en partie parce qu'ils peuvent contribuer à l'alimentation de bulles d'actifs sur les prix des logements, qui ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie. Pendant des années, la Chine a autorisé uniquement la vente de quasi-REIT dans le secteur immobilier aux investisseurs institutionnels qualifiés. Jusqu'en 2015, China Vanke Co. Ltd., l'un des plus grands promoteurs immobiliers du pays, s'est associé à Penghua Fund Management Co. Ltd. pour lancer le premier REIT coté en bourse, qui a investi dans un projet immobilier commercial et était accessible aux investisseurs particuliers. Cependant, ce fonds reste depuis longtemps le seul REIT, avec des progrès entravés par des problèmes juridiques, réglementaires et fiscaux. En 2020, lorsque les autorités ont cherché à renforcer l'économie chinoise touchée par le virus, un programme pilote de REITs a finalement été lancé en avril 2020 afin d'injecter de nouveaux financements dans des projets d'infrastructure et de permettre aux investisseurs individuels d'y participer.

Assurance : Swiss Re a cédé le reliquat de sa participation dans New China Life

Le géant mondial de la réassurance Swiss Re Ltd. a vendu sa participation restante dans New China Life Insurance Co. Ltd. (77,9M d'actions) pour une valeur de 2 Mds HKD (257,5M USD), après la perte importante de 878M USD en 2020 due aux sinistres liés au COVID-19, qui se sont montés à 3,9Mds USD. Swiss Re a initialement acheté 152,9M d'actions de New China Life pour 3,8 Mds HKD (489,4M USD) en 2013 (représentant 4,9 % du capital social de New China Life), mais a ensuite cédé 75M d'actions pour 3,5 Mds HKD (450,8M USD) lorsque le cours de l'action a atteint un sommet en novembre 2017.

Fondée en 1996, New China Life, basée à Pékin, est l'une des plus grandes compagnies d'assurance d'Etat de la Chine, principalement détenue par le fonds souverain Central Huijin, Baosteel Group et China Securities Finance. Elle fournit des services d'assurance-vie et de gestion de patrimoine.

Malgré la vente de sa participation dans New China Life, Swiss Re n'a cessé de renforcer sa stratégie d'expansion sur le marché de l'assurance en Chine. En juin dernier, Swiss Re a acquis 28,9M de certificats de dépôt mondiaux (GDR, global depositary receipts) émis par China Pacific Insurance (Group) Co. Ltd. via le Shanghai-London Stock Connect en acceptant de conserver lesdits GDR pour une période de trois ans. En août 2020, Swiss Re a encore investi dans l'assureur en ligne chinois Waterdrop Inc. (principalement soutenu par le géant de l'Internet Tencent) dans le cadre de sa levée de fonds de série D., en détenant finalement 5,7% de sa participation.

Fintech : Ant Group a obtenu une licence de crédit à la consommation

Les régulateurs chinois ont accordé à Ant Group une licence de crédit à la consommation pour l'exploitation de sa nouvelle société (Chongqing Ant Consumer Finance Co. Ltd.), neuf mois après que Ant Group a obtenu l'approbation réglementaire en septembre dernier pour la création de l'unité. Chongqing Ant Consumer Finance Co. Ltd. peut prêter aux particuliers, accepter des dépôts d'actionnaires nationaux et de leurs filiales, émettre des obligations, emprunter auprès d'institutions financières nationales, vendre des produits d'assurance liés au crédit à la consommation, investir dans des titres à revenu fixe et fournir des conseils en crédit à la consommation. La nouvelle société reprendra les activités de crédit à la consommation de Huabei et Jiebei, les activités les plus rentables de Ant Group. Ant Group a accordé au total 1 700 Mds RMB (266 Mds USD) de microcrédits à la consommation à 500M de personnes à fin juin 2020. Ils sont actuellement gérés par deux unités de microcrédit enregistrées dans la ville de Chongqing et réglementées par le gouvernement local. Dans le cadre d'une période de transition d'un an après le démarrage de Chongqing Ant Consumer Finance Co. Ltd, les deux sociétés de microcrédit de Chongqing doivent procéder à une sortie « progressive et ordonnée » du marché.

Chongqing Ant Consumer Finance Co. dispose d'un capital social de 8 Mds RMB (1,3 Md USD). Ant Group détient 50% de la société, tandis que Nanyang Commercial Bank Ltd. est le deuxième actionnaire avec 15% de participation. Les autres actionnaires comprennent la banque taïwanaise Cathay United Bank, le géant de la batterie Contemporary Amperex Technology Co., le fournisseur de systèmes de transport intelligents China TransInfo Technology Corp., China Huarong Asset Management Co. et la société de dispositifs médicaux Jiangsu Yuyue Medical Equipment & Supply Co. Ltd. Huang Hao, président du groupe commercial de la finance numérique d'Ant Group, sera également président de Chongqing Ant Consumer Finance Co. Chen Huaisheng, actuellement chef de produit de Jiebei, sera le directeur général de la nouvelle société.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine - US : la Maison Blanche amende et allonge la liste des entreprises chinoises interdites d'investissements américains

Le Président Joe Biden a signé le 3 juin un [décret présidentiel](#) (*Executive Order*) amendant l'interdiction des investissements américains dans les entreprises chinoises ayant des liens avec l'armée populaire de libération, qui avait été instaurée par Donald Trump le 12 novembre 2020. Le nouveau décret liste désormais 59 entreprises chinoises, dont certaines utilisant « des technologies de surveillance hors de Chine ».

La nouvelle liste comporte 26 nouveaux noms (nouvelles entreprises et filiales) dont : Zhonghang Electronic Measuring Instruments Co., Jiangxi Hongdu Aviation Industry Co., Proven Honour Capital Ltd.; Proven Glory Capital Ltd.; Shaanxi Zhongtian Rocket Technology Co.; Inner Mongolia First Machinery Group Co.; Changsha Jingjia Microelectronics Co.; China Avionics Systems Company Ltd.; China Satellite Communications Co.; China-based Costar Group Co.; Fujian Torch Electron Technology Co.; et Guizhou Space Appliance Co. Des filiales du groupe AVIC ont été également ajoutées, comme Xi'an Aircraft.

11 entreprises ont été retirées de la liste¹, dont Xiaomi à la suite de l'ordonnance du tribunal du district de Columbia l'exemptant de sanctions ([voir les brèves de la semaine du 10 mai 2020](#)), mais aussi COMAC, que le précédent gouvernement américain avait décidé d'intégrer dans les derniers jours de son mandat. Pour mémoire, Boeing dispose depuis décembre 2018 à Zhoushan d'une coentreprise avec COMAC, centre de finition pour les avions 737 pour le marché chinois

En vertu de ce décret, les investisseurs de nationalité américaine ne pourront plus acheter de nouveaux titres de ces sociétés sur les marchés boursiers américains à partir du 2 août. Les entreprises et personnes américaines ayant investi dans ces sociétés auront un an pour céder leurs titres. A noter que les trois opérateurs mobiles nationaux (China Unicom, China Mobile et China Telecom), déjà présents dans la dernière version de la liste, étaient jusqu'à récemment cotés à la bourse de New York, NYSE n'ayant [confirmé](#) que début mai leur exclusion définitive.

Le nouveau décret vise aussi à renforcer le cadre légal des mesures existantes : il incombe désormais au [Trésor américain](#) et non plus au ministère de la défense de gérer la liste et de faire respecter l'interdiction. Les interdictions d'investissement ne s'appliqueront aux filiales des entreprises nommées que si elles sont explicitement répertoriées par le Trésor. Le décret modifié précise que les mesures ne s'appliqueront plus aux sociétés dont le nom correspond étroitement à celui des entités répertoriées. Pour rappel, le Trésor avait déclaré début janvier que les entreprises « ayant des noms similaires » à celles présentes sur la liste étaient également concernées avant de revenir sur cette décision ([voir les brèves de la semaine du 25 janvier 2021](#)).

¹ Xiaomi Corporation, Luokong Technology Corporation, Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC), GOWIN Semiconductor Corp, Beijing Zhongguancun Development Investment Center, Grand China Air Co. Ltd. (GCAC), Global Tone Communication Technology Co. Ltd. (GTCOM), China National Aviation Holding Co. Ltd. (CNAH), Advanced Micro-Fabrication Equipment Inc. (AMEC), CRRC, Dawning Information Industry Co.

Relations Chine – US : le vice-Premier ministre Liu He s’est entretenu avec la secrétaire au Trésor Janet Yellen

A la suite de l’appel téléphonique entre Liu He et Katherine Tai le 27 mai ([voir les brèves de la semaine du 24 mai 2021](#)), Liu He s’est entretenu avec la secrétaire au Trésor Janet Yellen le 2 juin.

Selon le [communiqué](#) du Trésor américain, les deux parties ont discuté de la manière de « soutenir une reprise économique forte et continue et de l’importance de coopérer dans les domaines qui sont dans l’intérêt des Etats-Unis, tout en abordant franchement les questions préoccupantes ».

Selon l’agence de presse chinoise [Xinhua](#), les deux parties ont convenu que les relations économiques entre la Chine et les Etats-Unis étaient « très importantes » ; les discussions ont porté sur la situation macroéconomique, ainsi que sur la coopération bilatérale et multilatérale « dans une attitude d’égalité et de respect mutuel ».

Relations Chine - US : un rapport du Congrès américain accuse le département du Commerce de n’avoir pu empêcher le transfert de technologies sensibles vers l’armée chinoise

Un [rapport](#) de la U.S.- China Economic and Security Review Commission (USCC) du Congrès publié le 1^{er} juin met en cause le département du Commerce pour avoir failli à sa mission de protéger la sécurité nationale et de n’avoir pu empêcher le transfert de technologies sensibles vers l’armée chinoise. Le rapport accuse ainsi le département du Commerce d’avoir tardé à établir une liste des technologies sensibles devant être examinées avant d’être exportées vers la Chine.

Le législateur américain a adopté en 2018 une loi sur la réforme du contrôle des exportations afin de limiter les investissements américains qui conduiraient à des transferts de technologies sensibles vers la Chine. Depuis cette loi, il incombe au département du Commerce de publier une liste des technologies sensibles et émergentes. Cette liste n’a depuis pas été publiée.

L’USCC a demandé au Congrès d’examiner les raisons de ce retard et de décider si une autre agence devrait être chargée d’établir la liste.

Le département du Commerce n’a pas directement à l’absence de liste, mais s’est défendu en indiquant que quatre réglementations sur les contrôles des technologies émergentes ont été publiées, que la règle relative aux utilisateurs finaux militaires a été étendue et que plusieurs entreprises chinoises ont été ajoutées à sa liste d’entités

Relations Chine - US : les Etats-Unis bloquent les importations de fruits de mer d’une entreprise chinoise accusée de travail forcé

Le 28 mai, les douanes américaines (*Customs and Border Protection, CBP*) ont [ordonné](#) le blocage des importations de fruits de mer de l’entreprise chinoise *Dalian Ocean Fishing Co.,Ltd*, qui exploite une trentaine de navires. Le CBP a déclaré avoir identifié des pratiques de travail forcé à bord des navires de pêche, dont la violence physique, la rétention de salaire, et des conditions de travail et de vie abusives. Selon le CBP, l’entreprise a exporté 1,8 MUSD de produits vers les US en 2019.

Pour rappel, le 26 mai, le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) avait soumis [une proposition](#) à l’OMC concernant l’utilisation du travail forcé sur les navires de pêche, enjoignant les membres de l’OMC à contribuer à résoudre ce problème dans le cadre de négociations en cours pour réduire les subventions préjudiciables aux activités de pêche qui peuvent être liées à l’utilisation du travail forcé.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères [a réagi](#) en affirmant que ces accusations de travail forcé sont « des fabrications destinées à nuire les entreprises chinoises ».

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Economie numérique : Huawei annonce le lancement de Harmony OS

Huawei a annoncé le [lancement](#) le 2 juin de Harmony OS, présenté comme un système d'exploitation (OS) indépendant, devant permettre au groupe de s'affranchir d'Android, développé par Google. Le président du département des logiciels commerciaux, Wang Chenglu, a confirmé que le système [serait en open source](#). Il sera en outre compatible avec différents terminaux : smartphones, ordinateurs, téléviseurs, objets connectés etc. Le groupe a annoncé un objectif ambitieux de 300 M d'appareils Harmony OS commercialisés en 2021, dont 100 M seraient d'une marque différente.

Ce projet d'OS a été dévoilé en août 2019 soit trois mois après les sanctions américaines à l'encontre de Huawei. Une version beta pour terminaux mobiles avait alors été dévoilée en décembre 2020. A noter que cinq à sept années sont normalement nécessaires pour construire un écosystème complet. Selon Huawei, 300 applications et partenaires auraient à ce jour rejoint cette plateforme, ainsi que 1000 partenaires pour le hardware et jusqu'à 500 000 développeurs, bien que le degré d'implication (et d'intégration) de ces entreprises ne soit pas connu. Par ailleurs, selon un rapport de début 2021, Harmony OS serait partiellement basé sur l'OS d'Android, ce qui en ferait une fourche (*fork*). Un autre défi constituera pour Huawei à promouvoir l'utilisation d'Harmony OS alors même que les ventes de terminaux mobiles du groupe sont en déclin dans le monde : 15% de parts de marché des smartphones dans le monde au T1 2021, contre 25% un an auparavant d'après les [données](#) de Counterpoint.

Santé : l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) autorise le vaccin de Sinovac pour des injections « en urgence »

Le 1^{er} juin, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a annoncé l'approbation pour des « procédures d'urgence » du vaccin développé par le laboratoire chinois Sinovac. Il y a moins d'un mois, l'OMS avait déjà approuvé l'un des vaccins développés par Sinopharm, également pour des procédures d'urgence ([voir brèves du SER de la semaine du 10 mai 2021](#)). Selon le [South China Morning Post](#), cinq autres laboratoires chinois auraient soumis des dossiers auprès de l'OMS pour faire reconnaître leurs vaccins, parmi lesquels CanSino, Wuhan Institute of Biological Products (deuxième vaccin Sinopharm), Chongqing Zhifei Biological Products ainsi que la Chinese Academy of Medical Sciences.

Cette approbation ouvre la voie à l'inclusion de ces vaccins dans la procédure Covax destinée à fournir des doses à certains pays ayant des difficultés à s'en procurer. Alors que l'Union Européenne et ses Etats membres [se sont engagés](#) à financer cette initiative à hauteur de 2,2 Mds EUR (1,3 Md de doses), la Chine a pour l'instant annoncé une contribution « en nature » de 10 M de doses, dont la production (Beijing Institute of Biological Products-Sinopharm) a [été finalisée](#) le 1^{er} juin d'après le Ministère chinois des affaires étrangères. L'objectif de Covax est de livrer 2 Mds de doses dans le monde d'ici la fin de l'année 2021.

Télécommunications : en Italie, Vodafone serait autorisé à utiliser des équipements 5G de Huawei, sous conditions

Selon [Reuters](#), le gouvernement italien aurait donné le 20 mai son accord « sous condition » à la filiale de Vodafone pour déployer des équipements 5G fournis par Huawei dans le pays. Ces conditions [interdiraient](#) notamment à Huawei d'intervenir à distance pour des activités de maintenance, Vodafone devant en outre mettre en place des protocoles de sécurité stricts.

Les réseaux 5G entrent explicitement dans la procédure du *golden power*, qui donne au gouvernement italien la possibilité de s'opposer à la vente d'actifs nationaux ou l'octroi de contrats avec des entités non-européennes. En octobre 2020, le gouvernement de l'ancien Président du Conseil Giuseppe Conte s'était opposé à l'octroi d'un marché de cœur de réseau 5G de l'opérateur Fastweb à Huawei. ZTE s'était également vu opposer un refus dans le cadre de contrats avec Linkem Spa et Fastweb. Selon le journal italien Sole 24, Telecom Italia aurait informé en avril dernier Huawei de sa volonté d'annuler des contrats de fourniture de réseaux 5G passés avec le groupe de Shenzhen.

Innovation : devant les deux Académies scientifiques, Xi Jinping appelle à mobiliser les ressources nationales au bénéfice de l'innovation pour répondre aux défis du « grand jeu stratégique international »

Le 28 mai, Xi Jinping s'est *exprimé* lors de la vingtième édition de l'assemblée de l'Académie chinoise des sciences (CAS) et la dixième de l'Académie chinoise d'ingénierie (CAE). Le président chinois a rappelé que l'innovation scientifique et technologique était « au cœur » (核心位置) du développement national. Dans la lignée de ses précédents discours et des orientations du 14^{ème} plan quinquennal, Xi Jinping a insisté sur la recherche fondamentale, la formation de talents, la mobilisation et la coordination des ressources issues de la recherche et des entreprises et le renforcement de l'autonomie technologique de la Chine.

Tout en appelant à poursuivre les coopérations internationales, le dirigeant chinois a appelé à « faire des efforts pour mettre en œuvre les sciences et technologies de haut niveau au bénéfice de l'autonomie et du renforcement » (努力实现高水平科技自立自强) de la Chine, rappelant que l'innovation technologique était le « principal champ de bataille du grand jeu stratégique international » (际战略博弈的主要战场). Le dirigeant chinois a également insisté sur la nécessité de concentrer les ressources nationales sur les « technologies d'étranglement » (卡脖子) sur lesquelles la Chine est encore dépendante de l'étranger, mentionnant explicitement les hydrocarbures, les matériaux, les semi-conducteurs avancés, les logiciels industriels, les semences agricoles, les équipements de tests pour l'électronique ainsi que certaines solutions chimiques.

Il s'est également félicité des avancées de la Chine depuis 2018 sur des technologies telles que le quantique, les cellules souches, les sciences neurologiques, ou encore la reconnaissance visuelle et vocale (par intelligence artificielle). Parmi les remarques marquantes, le dirigeant chinois a reconnu que les biotechnologies macromoléculaires et génétiques pouvaient contribuer au bien-être sociétal, tout en avertissant sur les problématiques éthiques relatives à ces évolutions. Le dirigeant chinois a ainsi noté que ces technologies avaient progressé de la connaissance et la modification du vivant vers la capacité des concevoir et de combiner des organismes vivants. Dans de nombreux secteurs liés aux biotechnologies, le cadre juridique et éthique chinois est peu contraignant, ce qui a par le passé permis des *expériences inédites*, posant des questions éthiques légitimes.

Enfin, après avoir rappelé que le rang d'académiciens est le plus haut titre scientifique reconnu en Chine, Xi Jinping a appelé à poursuivre la réforme du système des deux Académies. Pour maintenir la « pureté » (纯洁性) du titre d'académicien, les critères non-académiques et la séniorité ne devraient plus être considérés comme déterminants dans les procédures de nomination, le système de supervision des académiciens devait être renforcé et ces derniers ne devraient pas accepter de travail privé en parallèle de leurs recherches. Les académiciens sont enjoins à « faire office d'exemples pour la mère-patrie » et à « servir le peuple ».

Economie numérique : le gouvernement encadre et restreint le développement des plateformes éducatives (*edtech*)

Depuis le 1^{er} juin, une [réforme](#) de la Loi sur la protection des mineurs interdit les cours extra-scolaires pour les enfants avant l'école primaire. Le 14^{ème} plan quinquennal, présenté en mars dernier, prévoit d'améliorer la qualité du système d'éducation chinois en réduisant le « fardeau » qui pèse sur les élèves. Cette nouvelle régulation devrait considérablement restreindre les activités de certaines plateformes de edtech, dans lesquels les principaux groupes chinois du numérique ont investi (Yuanfudao, Zuoyebang, GSX Techedu, Vipkid, ByteDance...).

Le 10 mai, l'Administration d'Etat pour la Régulation du Marché (SAMR) avait [infligé](#) des amendes de 2,5 M CNY (320 000 EUR) chacun à Zuoyebang et Yuanfudao, reprochant à ces plateformes certaines manipulations présentées comme des formes de « concurrence déloyale ».

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Développement durable : le ministère de l'écologie et de l'environnement recadre les autorités locales qui pensaient pouvoir continuer à augmenter librement leurs émissions carbone avant le pic programmé avant 2030

Le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) a publié le 31 mai [une directive](#) visant à freiner « l'expansion aveugle » des projets fortement émetteurs et consommateurs d'énergie (projets dit « liang gao » (两高), littéralement « deux hauts ») afin de promouvoir un développement à faible émission de carbone et faiblement polluant.

Malgré les ambitions affichées par le gouvernement central chinois en termes de transition écologique, le MEE a découvert de nombreux projets énergivores dans les 14^e plans quinquennaux locaux qui ont été remontés aux autorités centrales lors du premier semestre 2021. Selon [une étude](#) menée par WANG Jinnan, doyen de l'Institut de planification environnementale (CAEP) du MEE, certaines autorités locales auraient mal interprété l'objectif de pic des émissions avant 2030, annoncé par le président Xi Jinping le 22 décembre 2020, et croyaient pouvoir encore augmenter considérablement leur consommation d'énergies fossiles, voire établir des plans de développement à fortes émissions en carbone pour atteindre le « nouveau pic » avant d'envisager un abaissement. Pour réaligner les autorités locales sur les priorités des autorités centrales, une série de mesures concrètes a été mise en place.

Ainsi, cette directive prévoit de renforcer les études d'impact environnemental en mettant en place une procédure d'approbation plus stricte pour les projets concernant six industries considérées comme hautement polluantes (chimie, pétrochimie, sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux, centrales thermiques à charbon, matériaux de construction), les autorités ne devant pas en abaisser les exigences d'approbation même concernant les « projets pilotes de réforme ». Le document prévoit également d'incorporer les émissions de carbone dans les études d'impact et d'améliorer la prévention de la pollution industrielle en encourageant, par exemple, les aciéries dans les zones clés à se transformer en fours à arc électrique à partir des long processus de fabrication de l'acier qui utilisent des hauts fourneaux et des convertisseurs LD. Enfin, pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de ces mesures, le MEE a demandé à ses bureaux provinciaux de coordonner et de gérer ces projets « liang gao » et de faire un premier bilan des résultats avant la fin du mois d'octobre, avec une mise à jour tous les six mois par la suite.

Énergie et biodiversité : la deuxième plus grande centrale hydroélectrique de Chine sera opérationnelle d'ici juillet, la biodiversité locale toujours en question

Le coulage du béton de la future centrale hydroélectrique de Baihetan, la deuxième plus grande du monde après le barrage des Trois Gorges, a été terminé sur toute sa hauteur le lundi 31 mai. Cette centrale est située sur la rivière Jinsha, la partie supérieure du fleuve Yangtze, dans le sud-ouest de la Chine.

L'équipement, dont la capacité totale installée sera de 16 GW, devrait produire plus de 62 milliards de kWh d'électricité par an, ce qui réduirait les émissions de CO₂ d'environ 51,6 millions de tonnes d'après les estimations officielles. Ce sera le premier barrage au monde à disposer de générateurs d'une capacité d'un million de kWh avec 111 tours par minute. La construction de son corps principal étant terminée, le premier générateur devrait commencer à fonctionner le 1^{er} juillet et la centrale sera pleinement opérationnelle à la fin de 2022. La Chine comportera alors la moitié des dix plus grandes centrales hydroélectriques du monde.

D'après [le rapport d'étude d'impact environnemental du projet Baihetan](#), approuvé par le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) en novembre 2015, la construction de la centrale modifiera la situation hydrologique des sections en amont et en aval du site, entraînant ainsi le blocage de la migration des poissons et la

fragmentation de leurs habitats. La survie des poissons migrateurs aux œufs pélagiques qui nécessitent un certain débit pour leur éclosion, tels que le *Coreius guichenoti* et le *Rhinogobio ventralis*, espèces endémiques à la Chine, serait ainsi gravement menacée.

Conscientes des enjeux liés à la biodiversité, les autorités chinoises ont mis en place des mesures de protection comme des installations de passage des poissons ou des frayères artificielles, permettant d'atténuer en partie les effets négatifs sur les écosystèmes aquatiques locales.

Malgré ces mesures compensatoires, le projet a suscité des inquiétudes vives dans le pays. La Fondation chinoise pour la conservation de la biodiversité et le développement vert (CBCGDF), une ONG environnementale, a déclaré qu'elle surveillait de près les projets de construction de barrages. « Il est prouvé que la construction de barrages nuit aux écosystèmes et a un impact sur les habitats de la faune et de la flore », a rappelé Wang Jing, porte-parole de la fondation, « nous craignons que certaines régions n'accélèrent le développement de projets hydroélectriques pour répondre à l'objectif d'atteinte de la neutralité carbone ».

Aviation civile : interdiction graduelle de l'utilisation de produits en plastique à usage unique dans les aéroports et les vols passagers

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) vient de publier [un plan d'action](#) pour bannir l'utilisation de produits en plastique à usage unique dans les aéroports et les vols passagers, pendant la période du 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025). Dès le mois de juillet 2021, la CAAC encourage les acteurs de l'aviation civile prendre des initiatives pour le recyclage des déchets en plastique, ainsi que la recherche de produits de substitution, notamment pour le catering à bord (vaisselle, gobelets, pailles etc.) ou les films et rubans d'emballage, majoritairement en matière plastique, utilisés dans le fret aérien. A compter de 2022, l'utilisation des produits jetables en plastique non biodégradables seront proscrits dans les aéroports de plus de 2 millions de passagers annuels et sur les vols intérieurs. A partir de 2023, la prohibition sera étendue à tous les aéroports chinois et aux vols internationaux. Un bilan de ces actions sera effectué en 2025. A noter que les prohibitions de produits en matière plastique n'incluent pas les équipements protection individuelle (EPI), nécessaires à la lutte contre l'épidémie de COVID-19.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Delta du Yangtsé : réunion à Pékin sur l'intégration du delta du Yangtsé

Le 1^{er} juin, une réunion plénière du groupe de direction de l'intégration du delta du Yangtsé s'est tenue à Pékin en présence de Li Qiang, secrétaire du Parti de Shanghai, et Han Zheng, membre du Comité permanent et vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat, également directeur de ce groupe. La stratégie d'intégration du Yangtsé, relancée fin 2019 par la publication d'un document en présentant les grandes lignes, est une priorité pour le gouvernement chinois au même titre que les régions de Beijing-Tianjin-Hebei et de la Grande Baie (GBA). L'un des sujets évoqués était la gouvernance du lac Taihu, la protection du fleuve Yangtsé ainsi que les interconnexions des infrastructures de transport au sein du delta.

Source : [The Paper](#)

Shanghai : signature d'un accord-cadre de coopération entre la municipalité de Shanghai et le ministère de l'Écologie et de l'Environnement

Un accord-cadre portant sur la coopération stratégique et la gouvernance de l'environnement écologique urbain a été signé le 1^{er} juin entre Huang Runqiu, ministre de l'Écologie et de l'Environnement, et Gong Zheng, maire de Shanghai. L'accord-cadre prévoit une meilleure coopération entre les deux parties sur le développement économique et écologique de la région du delta du Yangtsé, et l'établissement d'un nouveau système de gouvernance environnementale pour les grandes métropoles comme Shanghai. Cette signature vient renforcer la position de tête de pont de Shanghai en ce qui concerne les avancées dans l'environnement urbain et la protection de l'environnement au sein du delta.

Source : [The Paper](#)

Wuhan : la Vallée optique investit dans l'intelligence artificielle et l'industrie du logiciel et des services informatiques.

Ying Yong, secrétaire du parti du Hubei et Wang Zhonglin, ancien secrétaire du parti de Wuhan nouvellement nommé au poste de gouverneur, ont inauguré le « centre de calcul par l'intelligence artificielle » fondé par Huawei dans la zone de développement de la vallée optique. Ce centre, qui a fait l'objet d'un investissement conjoint d'un montant non divulgué de l'entreprise de Shenzhen et du gouvernement municipal, atteindrait selon les communiqués officiels du gouvernement une puissance de calcul de 50 000 ordinateurs.

En parallèle, le comité de gestion de la vallée optique s'est félicité du développement rapide de l'industrie du logiciel et des services informatiques. Le chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur établies dans cette zone a connu une forte croissance, passant de 35 Mds CNY en 2011 à 160 Mds CNY en 2020, ce qui représente 70% du total de la province. On relève parmi les entreprises établies dans cette zone plusieurs grands noms de la tech chinoise (Xiaomi, Iflytek, 360, Xiaohongshu, ByteDance) ainsi que plusieurs entreprises spécialisées dans la conception de logiciels liés à la géolocalisation (Magpis, Geostar, Exsun).

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Exportations : ralentissement de la croissance en avril malgré une hausse de +24,1% en g.a.

La croissance des exportations hongkongaises en avril s'élève à +24,1% en glissement annuel du fait de l'effet de base favorable, en dessous toutefois du consensus Bloomberg (+25,9%), après +26,4% en mars (g.a). Elles atteignent 50 Mds USD. La croissance est toutefois faible en avril en glissement mensuel désaisonnalisé (+0,05%), après une contraction en mars (-4,9% g.m désaisonnalisé) et une progression en janvier (+2,3%) et février (+11,7%). Les exportations hongkongaises vers la Chine, 1^{er} débouché, ont augmenté de +20,5% en g.a pour atteindre 30,3 Mds USD et celles vers les Etats-Unis, second client, de +22,6% (2,9 Mds USD). Sur les 4 premiers mois de l'année, la croissance des exportations est de 30,8% (g.a) à 194 Mds USD. Par type de marchandises, les exportations progressent de 30% en g.a pour les appareils électroniques et de 18% pour les appareils de télécommunication.

Les importations hongkongaises sont, elles, en hausse de 2,6% en g.m à 54,2 Mds USD (+25,2% en g.a).

Ventes de détail : elles progressent de 12,1% en g.a. au mois d'avril et atteignent 72% de leur niveau d'avril 2019

Les ventes de détail progressent de 12,1% en g.a. (contre un consensus Bloomberg à 17%), après une croissance de 20,2% en mars (g.a). Si la modération de la croissance en glissement annuel est principalement explicable par une base 2020 plus forte en avril qu'en mars, la reprise en termes séquentiels demeure faible à +0,1% en g.m désaisonnalisé (contre +2,5% en mars). Les ventes de détail d'avril 2021 n'atteignent que 72% de leur niveau de 2019. Par secteur, la grande distribution accuse une baisse des ventes de 22,2%, les vêtements et chaussures bénéficient d'une hausse des ventes de 60,2% et les biens de luxe de 93,2%. Sur les quatre premiers mois de l'année, la hausse des ventes de détail est de 22,9% (g.a).

Bourse : JD logisitcs réalise son introduction à la bourse de Hong Kong et lève 3,2 Mds USD

JD Logistics, la branche logistique du géant du e-commerce chinois JD, a réalisé son introduction à la Bourse de Hong Kong le 21 mai, levant 3,2 Mds USD. Il s'agit de la 2^{ème} plus importante IPO de l'année pour la place hongkongaise.

Elle survient après une baisse d'une partie des titres introduits à la bourse de Hong Kong dans le secteur de la nouvelle économie suite au resserrement réglementaire chinois à l'égard des entreprises technologiques et aux mesures prises à l'encontre de leurs pratiques jugées anti-concurrentielles, ainsi qu'en raison de l'impact de la hausse des taux longs en USD du fait de la réévaluation des anticipations d'inflation. Nikkei Asia note ainsi que deux tiers des entreprises ayant effectué une IPO à Hong Kong en 2021 ont vu leur cours se contracter au 31 mai.

Après les mauvaises performances post-IPO de Baidu (+0% à la clôture de sa première journée d'échanges par rapport à son prix d'IPO) et Bilibili (-1%), JD Logistics a ainsi suivi une meilleure trajectoire au cours de sa première journée de cotation, l'action s'appréciant de 18% par rapport à son prix d'IPO à la clôture. Le prix avait été fixé à

40,36 HKD, dans la partie basse de la fourchette initialement communiquée aux investisseurs (39,36 HKD - 43,36 HKD).

Emission obligataire : le programme d'émission obligataire « *inflation linked bonds* » du gouvernement hongkongais suscite l'intérêt des investisseurs

Le gouvernement hongkongais s'attend à lever 2,6 Mds USD à travers une émission d'obligations d'une maturité de 3 ans protégées contre l'inflation, « *inflation linked bonds* », offrant aux investisseurs un coupon variable semi-annuel dont le taux est basé sur le niveau moyen de l'indice des prix à la consommation au cours du semestre achevé, avec un taux annuel minimal fixé à 2%.

La souscription, qui s'achèvera le 11 juin a suscité un appétit important, 7500 investisseurs (2,5 fois plus que lors du précédent programme de ce type) ayant manifesté leur intérêt pour l'opération dès le premier jour, pour un montant total de 400 M HKD (52 M USD).

Gestion de la crise épidémique et acteurs économiques : exemption de quarantaine pour certains cadres dirigeants vaccinés et mobilisation des entreprises dans la campagne en faveur de la vaccination

Depuis le 28 mai, les sociétés financières enregistrées à Hong Kong peuvent demander aux régulateurs (SFC pour les courtiers et les sociétés de gestion d'actifs, HKMA pour les banques, l'Autorité de l'Assurance pour les sociétés d'assurance) jusqu'à 4 exemptions de quarantaine pour leurs cadres dirigeants chaque mois (deux basés à Hong Kong se rendant à l'étranger dans le cadre de leurs fonctions et deux basés à l'étranger se rendant à Hong Kong). Les 500 entreprises cotées à la bourse de Hong Kong ayant les capitalisations boursières les plus importantes bénéficient du même programme d'exemption, géré par HKEX.

Les acteurs du secteur privé ont également mis en place plusieurs initiatives visant à promouvoir la vaccination : le groupe immobilier *Sino Group* organisera par exemple une tombola réservée aux résidents vaccinés avant le 1^{er} septembre, dotée d'un appartement (valeur de 1,4 M USD) et de 20 bons de 100 000 HKD (12 885 USD); le groupe hôtelier *Hongkong and Shanghai Hotels*, propriété du tycoon Michael Kadoorie (groupe Peninsula), s'est engagé à verser 258 USD à ses employés vaccinés ; la Chambre de commerce de Hong Kong lancera des loteries avec des prix en numéraire, des billets d'avion, des séjours à l'hôtel.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Chiffres de la croissance au 1^{er} trimestre : le PIB macanais se contracte de 0,9% au T1-2021 mais une reprise se dessine depuis avril

Le produit intérieur brut de Macao recule de 0,9 % (g.a) en termes réels au premier trimestre 2021, après une contraction de 45,9 % au cours du T4 2020. Par constituant du PIB, les exportations de services ont augmenté de +4,1 % en g.a (-20,7% pour les exportations de services de jeux, +88,1 % pour les autres services) et les exportations de biens de +137,7 % (g.a). Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de +19,2 % en glissement annuel retrouvant leurs niveaux du premier trimestre 2019, la formation brute de capital fixe (FBCF) est en hausse de +20,3% et les dépenses de consommation des administrations publiques de +0,2%.

L'économie macanaise demeure pénalisée par la contraction des flux touristiques du fait du contexte épidémique, le nombre d'arrivées de visiteurs à Macao ayant chuté de 46 % en glissement annuel au premier trimestre 2021.

Toutefois, une nette reprise a été enregistrée en avril avec 794 819 visiteurs (+5,3% par rapport à mars 2021) et les revenus des casinos ont augmenté de +28,7% en glissement annuel à 5,3 Mds USD au cours des cinq premiers mois de l'année 2021. En mai 2021, les revenus des casinos ont augmenté de 492,2% en g.a à 1 312 M USD et de 24,3% par rapport à avril, le mois le plus élevé depuis 2020 et le début de l'épidémie. Le niveau pré crise n'est toutefois pas retrouvé, et les revenus sont en repli de -59,8% par rapport à mai 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Semi-conducteurs : deux groupes taiwanais, TSMC et MediaTek, dans le Top 10 mondial au T1 2021

Selon [le dernier rapport d'IC Insights](#) TSMC est resté le 3ème fournisseur mondial de semi-conducteurs au cours des trois premiers mois de 2021 avec un chiffre d'affaires de 12,91 Mds USD en croissance de 25% en glissement annuel. Le fondateur taiwanais a notamment bénéficié de la demande mondiale d'équipements et applications 5G, du développement de l'IOT et de l'informatique de puissance (HPC). MediaTek, progresse de 6 places par rapport à la fin 2020 pour occuper le 10ème rang mondial avec un chiffre d'affaires de 3,85 Mds USD en progression de 90% grâce au positionnement du groupe sur le segment de la 5G. La « fabless » de Hsinchu dépasse au cours de cette période six de ses concurrents dont l'allemand Infineon Technologies AG (3,25 Mds USD) et STMicroelectronics NV (3,01 Mds USD). La croissance du chiffre d'affaires de MediaTek a été la deuxième plus importante au cours de ce trimestre après celle d'Advanced Micro Devices (AMD), groupe dirigé depuis 2014 par la présidente et CEO d'origine taiwanaise, Dr Lisa T. Su, qui a atteint 93% (3,45 Mds USD). Intel reste le N°1 mondial avec un chiffre d'affaires de 18,68 Mds USD (-4%) devant Samsung Electronics (17,07 Mds USD (+15%)). L'autre coréen SK Hynix (mémoires) se maintient en 4ème place après TSMC (puces logiques), les autres places du classement du Top10 étant occupées par des groupes américains (Micron Technology Co, Qualcomm Inc, Broadcom Inc, Nvidia Corp (également dirigé par un patron d'origine taiwanaise Jen-Hsun "Jensen" Huang) et Texas Instruments). Le chiffre d'affaires cumulé des 15 premiers acteurs de cette industrie a représenté 101,86 Mds USD au cours des trois premiers mois de l'année, en croissance de 21%.

Accès au marché : une réduction du tarif douanier sur le Champagne à l'agenda du Yuan législatif

La députée LIN Chu-Yin (DPP), membre de la commission des finances du Yuan législatif et vice-présidente du groupe parlementaire d'amitié franco-taiwanais, a récemment présenté une [proposition de réduction du tarif douanier appliqué sur les importations des vins de Champagne](#) (actuellement à 20%) pour l'aligner sur celui des vins tranquilles (10%). La députée a souligné qu'il convenait d'harmoniser le tarif du champagne sur celui des vins, produits fabriqués à base de raisins et classés dans la même catégorie selon la réglementation taiwanaise. Selon elle cette baisse n'aurait pas d'impact significatif sur les recettes fiscales du ministère des Finances (MOF). Cette proposition d'amendement permettrait par contre de renforcer les liens entre la France et Taïwan et de remercier la France pour son soutien lors de la récente adoption au Sénat d'une résolution en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales. Elle a rappelé néanmoins qu'il n'y avait pas de calendrier précis pour l'adoption de cette proposition. Le représentant de Taïwan en France, M. François WU, a également publié un post sur sa page Facebook pour soutenir cette initiative. Il a rappelé que le tarif douanier imposé par Taïwan sur le Champagne était supérieur à ceux en vigueur dans les pays de la région. Les importations taiwanaises de Champagne ont progressé de 17,5%, en 2020, pour atteindre un montant de 22,8 M USD (MOF). Enfin, certains articles de la presse locale ont critiqué cette initiative en indiquant qu'elle ne leur semblait pas pertinente dans le contexte actuel de hausse subite des cas de Covid-19, la lutte contre la pandémie devant rester la priorité du Yuan Législatif.

OMC : Taïwan devient co-sponsor de l'initiative « Covid-19 et au-delà : Commerce et Santé »

Sur la base d'une initiative lancée par la Commission européenne, en juin 2020, l'UE et les autres pays affinitaires dits « du groupe d'Ottawa » ont élaboré une initiative intitulée « Covid-19 et au-delà : Commerce et Santé ». Elle vise à lutter efficacement contre la Covid-19 et toute pandémie future en garantissant l'accessibilité des produits médicaux essentiels. Il s'agit principalement de faciliter le commerce de ces produits et d'éviter les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Taïwan est devenue co-sponsor de cette initiative en même temps que Brunei Darussalam, Vanuatu et Uruguay portant le nombre de Membres soutenant cette déclaration à 24. Elle rappelle tout d'abord la nécessité de renforcer la coopération entre les Membres de l'OMC et propose d'identifier des mesures immédiates facilitant l'accès aux produits médicaux essentiels à la lutte contre la COVID-19 et de s'appuyer sur ces mesures pour la négociation de nouveaux engagements OMC, lors de la 12ème Conférence ministérielle, permettant de mieux faire face aux pandémies futures.

COVID-19 : le CDC commande des vaccins aux taïwanais Medigen et United Biomedical

Les autorités ont annoncé avoir passé une commande de 10 M de doses à part égale [aux laboratoires taïwanais Medigen Vaccine Biologics et United Biomedical](#). Cette décision a suscité une polémique car ces vaccins sont en phase 2 d'essais cliniques et devraient faire l'objet d'une demande d'autorisation d'urgence. La presse n'a pas manqué de souligner les liens étroits qu'entretenaient les entreprises biotech avec la classe politique. A ce stade, environ 325000 personnes ont été vaccinées à Taïwan avec le vaccin AstraZeneca, soit environ 1,5% de la population. Par ailleurs, en dehors des 150 000 vaccins Moderna qui viennent d'être acheminés à Taïwan, 2 M de vaccins devraient arriver d'ici la fin du mois de juin. Afin d'accélérer le processus d'acquisition de vaccins plusieurs entreprises et fondations (dont la Fondation Yonglin dirigée par le fondateur de Foxconn Terry GOU), se sont manifestées pour acheter directement des lots de vaccins aux grands laboratoires étrangers dont Pfizer-Biontech dont le distributeur pour la région englobant Taïwan est localisé à Shanghai.

TSMC : premier accord finalisé avec le Japon en vue de la création d'un centre de R&D.

Le ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie japonais (METI) a annoncé, le 31 mai, avoir finalisé un [accord de coopération avec TSMC](#) pour développer des technologies dans le secteur des semi-conducteurs (assemblage de puces en 3D). Une vingtaine d'entreprises nippones participerait à ce projet : Ibiden, Asahi Kasei, Shin-Etsu Chemical, Nagase & Co., Shibaura Mechatronics...TSMC pourrait financer 50% de l'investissement estimé à 37 Md yen (338 M USD), les 50% restant seraient financés par le gouvernement japonais grâce au fonds dédié au développement des semi-conducteurs de nouvelle génération. La construction de ce centre pourrait démarrer dès cet été au sein de l'Institut national des sciences et des technologies industrielles avancées (AIST) de Tsukuba (préfecture d'Ibaraki), et les activités de R&D dès 2022. Il s'agit d'une nouvelle étape de l'implantation de TSMC au Japon après la création, en mars dernier, de TSMC Japan 3DIC, filiale à 100% dédiée à la R&D. Les autorités japonaises avaient initialement souhaité que TSMC investisse dans une « Fab » comme en Arizona mais TSMC avait décliné l'invitation préférant valoriser les avantages comparatifs du Japon dans les activités de R&D.

Commerce de détail : le gouvernement adopte un plan d'aide face à la hausse subite des cas de Covid-19

Depuis la mi-mai Taïwan enregistre une augmentation subite des cas de Covid-19. Leur nombre atteint 6907 au 30 mai 2021 et se concentre principalement dans les villes de Taipei et New Taipei City. Les autorités ont donc décidé de prolonger le niveau d'alerte 3 du 28 mai au 14 juin. La plupart des lieux publics, les restaurants et les écoles sont fermés. Le ministère de l'économie (MOEA), anticipe un [impact négatif sur la consommation domestique en particulier pour les TPE et commerces de proximité au T2](#). Selon les statistiques du MOEA, le commerce de détail s'est élevé, en 2020, à 3 861 Mds TWD (près de 136 Mds USD), soit une augmentation de 0,2% par rapport à 2019 alors que les ventes des secteurs de l'alimentation et des boissons ont diminué de 4,2% à 777,6 Mds TWD. Cette baisse, jamais observée depuis 2002, résulte essentiellement de l'activité des traiteurs et de l'événementiel (catering et banquets, -29,9%), ainsi que des restaurants (-4,2%) et des débits de boissons (-1,6%). Sur les quatre premiers mois 2021, le commerce de l'alimentation et des boissons (273 Mds TWD), comme celui du commerce de détail (1 337 Mds TWD) ont progressé, en glissement annuel, de 13,3% et de 11,3% respectivement.

Afin de soutenir les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire, le Yuan législatif a adopté, le 31 mai, un amendement à la « Loi spéciale pour les mesures de prévention, d'aide et de revitalisation » <https://taiwaninfo.nat.gov.tw/news.php?unit=47,50,53,56,59,62,65,68,71&post=201258> qui permet de doubler le plafond du budget spécial fixé à 840 Mds TWD (environ 30 Mds USD) et de prolonger la mise en œuvre du dispositif pour une année supplémentaire jusqu'au 30 juin 2022. Un programme de subventions sera présenté prochainement pour préciser les secteurs et les personnes susceptibles de bénéficier de cette aide financière.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr